

EN APESANTEUR

BULLETIN DE VEILLE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Les engagements climatiques des Etats se fondent sur des données fallacieuses (enquête du Washington Post du 7/11/21)

<https://www.washingtonpost.com/climate-environment/interactive/2021/greenhouse-gas-emissions-pledges-data/>

Chris Mooney, Juliet Eilperin, Desmond Butler, John Muyskens, Anu Narayanswamy et Naema Ahmed



Une enquête du Washington Post révèle un fossé important entre les émissions globales de gaz à effet de serre déclarées par les Etats et les émissions mesurées par des sources indépendantes (Fig. 2). L'écart constaté se situe quelque part entre les émissions des deux plus gros contributeurs au réchauffement climatique, les Etats-Unis et la Chine.

La base de données sur les émissions des pays établie par la Convention des Nations Unies sur le Climat est incohérente et lacunaire. La plupart des pays ne sont pas tenus de soumettre un rapport annuel. Pour cette enquête, les émissions déclarées ont donc été extrapolées à partir de la date du dernier rapport, afin d'estimer les émissions qui auraient dû être déclarées en 2019. Par exemple, l'Algérie n'a pas déclaré ses émissions depuis 2000, la Chine depuis 2014...

Fig. 1 : Les camions se suivent pour livrer les noix de palme aux moulins construits en bordure d'immenses plantations de palmiers à huile à Simunjan. Dans cette région de Sarawak, en Malaisie, plus d'un million d'hectares de tourbières ont été asséchés pour produire de l'huile de palme ces dernières décennies.

Les émissions réelles ont été estimées à partir de différentes sources : le Global Carbon Project (groupement mondial de centaines de chercheurs parmi 70 institutions), l'étude de Minx et al. (Earth Syst. Sci. Data, 13, 5213, 2021), et la FAO. Elles n'incluent pas les vols et le fret maritime internationaux, non comptabilisés dans le bilan des Etats.

La majorité de la différence entre émissions déclarées et émissions réelles provient de distortions dans l'évaluation du rôle des sols. Les concentrations atmosphériques de carbone sont diminuées par la croissance des plantes et le stockage dans le sol, tandis qu'elles augmentent brutalement lorsque les forêts sont coupées ou brûlées, ou lorsque les tourbières sont asséchées. Les Nations Unies autorisent certains pays à soustraire de leurs émissions brutes une estimation du carbone absorbé par les sols, qui tient parfois du tour de passe-passe.

Une autre part importante du problème vient de la sous-estimation des émissions de méthane par l'industrie du pétrole, du gaz et du charbon, par l'élevage des ruminants (principalement les vaches), et par les décharges industrielles. La Russie et les pays producteurs d'Asie centrale et du Golfe persique émettent énormément plus de méthane qu'ils n'en font état. Les fuites massives de méthane sont détectées par des satellites dédiés.

Les émissions de gaz fluorés, utilisés dans la climatisation et la réfrigération, ne sont pas déclarées du tout par certains pays, alors que ces gaz ont un pouvoir réchauffant extrême.

L'Australie ne comptabilise pas les émissions de CO₂ dues aux incendies géants, et triche sur les émissions de son secteur agricole.

« Je ne suis pas surpris que les gouvernements essayent de dissimuler la pollution, mais c'est une honte qu'ils s'en tirent à si bon compte. »

*Glenn Hurowitz
directeur général de Mighty Earth*

S'il faut en croire le rapport du gouvernement de Malaisie, les forêts de ce pays absorbent le carbone atmosphérique à un taux quatre fois supérieur à celui des forêts de même type dans l'Indonésie voisine... ce qui lui permet d'ignorer la grande majorité de ses émissions. D'après des données compilées par la FAO, la Malaisie a émis 422 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en 2016 (soit les émissions de 92 millions de voitures sur un an), tandis qu'elle n'en reconnaît

que 81 millions. La Malaisie ne recule devant aucun mensonge, puisqu'elle prétend n'avoir pas augmenté sa surface agricole d'un seul hectare en 2016, au mépris de toute évidence : 166 000 hectares ont été convertis en plantations de palmiers à huile cette année-là. L'huile de palme est utilisée dans les « biocarburants », qui n'ont de bio que le nom, dans les aliments industriels et les produits cosmétiques.

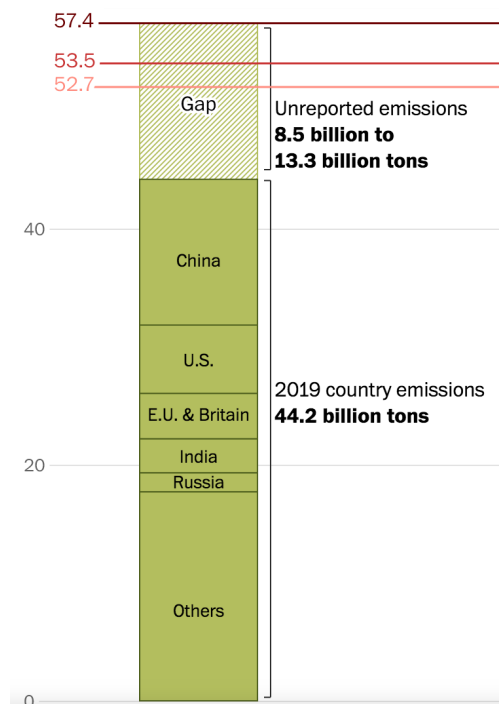


Fig. 2 : Il manque entre 8.5 et 13.3 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ dans les déclarations des Etats.

Dérèglement climatique et artificialisation des sols, la logique des vases communicants : article de Terre de liens

(cliquer sur le titre pour lire l'article)

Terre de liens est un réseau associatif qui travaille activement à préserver les terres agricoles, faciliter l'installation des jeunes paysans, développer l'agriculture biologique et paysanne, et qui plaide en faveur de politiques territoriales intelligentes. Ce sont l'épargne et les dons des membres qui permettent d'acquérir du foncier agricole et de tenter d'enrayer la disparition des fermes.

[Constat et solutions](#)

[L'association en Île de France](#)

Les fausses promesses de la voiture électrique : enquête de Reporterre

- 1] [**Non, la voiture électrique n'est pas écologique**](#)
- 2] [**La voiture électrique cause une énorme pollution minière**](#)
- 3] [**Derrière la voiture électrique, l'empire des Gafam**](#)



Des creuseurs viennent séparer le cobalt de la roche et du sable dans un lac entre les villes congolaises de Lubumbashi et Kolwezi, en mai 2015 (F. Scoppa/AFP).

Déméter, la cellule de la gendarmerie qui surveille les opposants à l'agriculture productiviste : enquête de Reporterre

La création de la cellule Déméter s'inscrit « dans une tendance inquiétante », qui consiste « à traiter les groupes militants en tant qu'entités prototerroristes dès lors qu'ils sortent des cadres établis de la participation politique, qu'ils recourent à des répertoires d'action transgressifs mais dont la violence alléguée reste sans commune mesure avec celle qu'ils dénoncent ou subissent. [...] En pratique, cette focalisation se traduit par une recrudescence des opérations d'infiltration des militants écologistes, la mise sous surveillance de leurs communications, l'entrave de leurs actions revendicatives et, en aval, une répression judiciaire accrue. Cela pose d'évidentes questions en matière de libertés publiques, d'autant que les formes de contrôle indépendant sur l'action des services restent extrêmement lacunaires. »

Félix Treguer, chercheur au Ceri (Centre de recherches internationales) dans le cadre d'un projet de recherche européen sur le contrôle des services de renseignement

Voir aussi sur le même sujet l'enquête de la cellule investigation de Radio France :

Deux ans après sa création pour protéger les agriculteurs, la cellule Demeter de la gendarmerie fait toujours polémique